
République démocratique du Congo : l'invasion du palmier à huile a démarré

Depuis sa naissance comme nation indépendante en 1960, la République démocratique du Congo a toujours vécu en guerre. La Belgique dont elle dépendait autrefois, mais aussi les États-Unis, l'Union européenne et des institutions financières internationales comme la Banque mondiale ont été les agents cachés et les parties intéressées dans une situation où la rivalité ethnique a attiré l'attention mondiale, tout en dissimulant les combats d'ordre économique pour les richesses de ce pays qui était le premier exportateur de cobalt, le quatrième exportateur de diamants et l'un des dix grands producteurs mondiaux d'uranium, de cuivre, de manganèse et d'étain.

La guerre civile qui a ravagé le pays de 1998 à 2002, suivie d'autres affrontements qui se poursuivent encore aujourd'hui, visait pour une large mesure à s'approprier les diamants, l'or, le cobalt, l'ivoire et le bois. Dans cette guerre étaient impliqués non seulement neuf pays voisins du Congo, mais aussi plusieurs pays occidentaux, dont certains appuyaient les rebelles et d'autres le gouvernement.

Un ensemble complexe d'entreprises occidentales directement et indirectement intéressées dans la région a essayé d'obtenir le contrôle des ressources naturelles du pays : Anglo American, American Mineral Fields, Barclays Bank et De Beers du Royaume-Uni ; Texaf, George Forrest International, Petrofina et Union Minière de la Belgique ; Tenke Mining Company du Canada ; Bayer A.G. de l'Allemagne ; America Mineral Fields, Cabot Corporation et Brown & Root (filiale de Halliburton) des États-Unis, pour n'en nommer que quelques-unes.

La guerre, financée et armée par des intérêts commerciaux étrangers, a fait 3,8 millions de victimes. C'est la population pauvre du pays qui en a payé le prix.

Les peuples des forêts, Mbuti, Sua, Aka, Efe, Ituri, Batwa, Luba, Mongo, Azande, Bangi, Ngale, Rundi, Teke, Boa, Chokwe, Lugbara et Banda ont vécu dans cette région depuis des temps reculés. Ils n'ont pas été consultés lorsque les pouvoirs coloniaux se sont emparés de leurs territoires ni pendant le néocolonialisme, et les projets de conservation non seulement ne leur ont apporté aucun bénéfice mais les ont expulsés des forêts. On estime que 6 millions de personnes ont déjà été déplacées dans ce pays dont 40 millions d'habitants, sur une population totale de 62,6 millions, dépendent de la forêt pour survivre. La faim et les maladies ont tué plusieurs millions d'entre eux. Entourés des biens les plus convoités du monde, ils ne sont plus que des victimes qui dépendent de l'aide humanitaire.

Bien que les combats aient continué dans certaines régions du pays, le Congo a maintenant un président élu, Joseph Kabila, depuis les élections nationales de 2006. D'après un rapport récent de BBC News, « M. Kabila a bénéficié de l'appui de gouvernements occidentaux comme ceux des États-Unis et de la France, d'alliés régionaux comme l'Afrique du Sud et l'Angola, et d'hommes d'affaires et de magnats de l'industrie minière qui ont signé des contrats milliardaires pendant son gouvernement ».

Le tableau a radicalement changé dernièrement, depuis que la Chine est apparue comme un rival de poids dans la compétition pour profiter des hauts prix des matières premières. D'après un rapport de John Farmer et Ann Talbot, « la Chine s'est installée au Congo en investissant huit milliards de dollars dans des projets d'infrastructure et des opérations minières. Ainsi, les entreprises chinoises auront le contrôle de plusieurs grandes mines de cuivre et de cobalt. Depuis que cet investissement a été annoncé, le président Kabila est sollicité par tous les gouvernements qui craignent pour leurs intérêts dans le pays ».

La table est servie. Il reste encore des millions d'hectares de forêts tropicales de grande valeur. Après avoir survécu à la dévastation des années de guerre, elles sont prêtes à être pillées. Il est prévu d'associer leur exploitation industrielle à la plantation de palmier à huile en régime de monoculture, afin de répondre à la demande croissante d'agrocarburants pour les voitures européennes et nord-américaines et à la demande insatiable d'huile de palme de la Chine.

Malgré les innombrables témoignages dont on dispose, en Colombie, au Cameroun, en Indonésie, en Équateur et dans bien d'autres pays, sur les effets négatifs des grandes plantations de palmier à huile qui privent les populations de leurs moyens de subsistance, les discours dominants continuent d'affirmer qu'il est bon de les créer. Par exemple, le Dr Schmidhuber, économiste de l'ONU, a dit que la RD du Congo pourrait affecter des millions d'acres à la plantation de matières premières pour la fabrication d'agrocarburants, dont le palmier à huile. Fermant les yeux aux résultats de ce processus partout ailleurs, il ajoute que les aspects environnementaux seraient moins problématiques au Congo, puisqu'il y a de grandes étendues de terre cultivable à l'extérieur des forêts tropicales. Non seulement cet argument ignore la présence de personnes qui habitent ces zones ou qui en dépendent, mais il s'avère absolument faux, pour une raison très simple : ce qui rend vraiment profitables les plantations de palmier à huile c'est d'obtenir l'accès à des zones boisées, d'abattre les arbres, de vendre le bois et d'utiliser l'argent pour planter les palmiers.

Le processus de destruction a déjà commencé. En octobre 2007, une entreprise chinoise a signé un contrat d'un milliard de dollars pour établir plus de trois millions d'hectares de plantations de palmier à huile dans le pays. L'invasion du palmier à huile a démarré et les forêts, que la guerre a épargnées, seront détruites en temps de paix.

Article fondé sur des informations tirées de :

*“Further war threatens in Congo as rivalry for resources intensifies”, John Farmer et Ann Talbot, 22 janvier 2008, (<http://www.wsws.org/articles/2008/jan2008/cong-j22.shtml>) ; “DR Congo has great potential for biofuels says U.N. official,” mongabay.com, 9 janvier 2008, <http://news.mongabay.com/2008/0109-congo.html> ; “Country profile: Democratic Republic of Congo”, BBC, (http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/country_profiles/1076399.stm) ; *The World Guide, New Internationalist/Instituto del Tercer Mundo, 2001/2002, pages 179-181.**